

6 Société et Culture

Grève de la SEEG

Mouvement levé hier après-midi

E. NDONG-ASSEKO

Libreville/Gabon

Bien que laborieuses, les négociations entamées ont permis de satisfaire dix points sur les onze que contenait le cahier de revendications des agents. Le seul point resté en suspens concerne le statut actuel de la SEEG, depuis sa concession le 16 février 2018.

COMMENCÉE jeudi 17 janvier, la grève des personnels de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) a pris fin hier vendredi. La levée de ce mouvement dont on redoutait les répercussions négatives dans la vie des ménages, des administrations et au-delà, en raison de l'importance de l'eau et de l'électricité, est intervenue dans l'après-midi d'hier, vers 15 heures, annoncé a



Photo : R.H.A./L'Union

Sérénité retrouvée à la maison SEEG avec la levée, hier, du mouvement de grève observé depuis la veille par les agents.

l'Union les responsables du Syndicat national des travailleurs du secteur de

l'eau et de l'électricité (Syntee+). C'est donc un aboutisse-

ment heureux des négociations entamées entre, d'une part, la direction générale de la SEEG (pour ce qui concerne les points internes) et le ministère de l'Eau et de l'Energie

s'agissant du statut réel de cette société après la réquisition intervenue le 16 février 2018.

Dans l'ensemble, les partenaires sociaux avaient posé un chapelet de onze

revendications. Au cours de leur assemblée générale du jeudi 17 janvier 2019, ils avaient exprimé leur insatisfaction, entre autres, quant aux « réponses apportées par le comité directeur au point relatif à la revalorisation des plafonds des chambres des structures sanitaires et du taux de la prise en charge Ascoma pour les agents non cadres à 100%, au cours des discussions du 15 janvier 2019. »

Des insatisfactions qui ont poussé le Syntee+ à opter pour la décision "d'une grève générale illimitée devant affecter l'ensemble des sites de la société dans le pays dès jeudi".

Selon la présidente du Syntee+, Sandrine Ogoula, à l'exception du point portant sur le statut de la SEEG après sa réquisition par le gouvernement, tous les autres qui ont été examinés avec la direction générale ont été résolus. D'où la décision de la levée de la grève entamée la veille avec l'observation d'un service minimum.

Technologies

Des baskets connectées qui se serrent automatiquement



Photo : AFP

La nouvelle chaussure de Nike se serre automatiquement autour du pied de son propriétaire. A New York, la marque d'équipements sportifs a dévoilé "sa première chaussure connectée connue pour les performances sportives sur le terrain".

Source (AFP)

New York/USA

NIKE a présenté mardi en grande pompe son nouveau modèle de baskets connectées, les Nike Adapt BB, qui présente la particularité de se serrer automatiquement autour du pied de son propriétaire. A New York, la marque d'équipements sportifs a dévoilé "sa première chaussure connectée conçue pour les performances sportives sur le terrain". La Nike Adapt BB (pour "basket-ball"), qui sera disponible à la vente le 17 février pour

350 dollars aux Etats-Unis, utilise la technologie "Adapt", déjà présente dans la Nike HyperAdapt 1.0, lancée en 2016. A l'inverse de sa grande soeur, la Nike Adapt BB est conçue pour la pratique du sport, et non comme un simple accessoire de mode et de "streetwear". En utilisant un système de pression, la technologie "Adapt" permet à la chaussure de serrer automatiquement le pied, sans avoir à recourir à des lacets. Grâce à une application sur smartphone, les propriétaires de la Nike Adapt BB pourront régler plusieurs paramètres de leurs chaussures, comme le niveau de

pression autour du pied ou les couleurs des diodes présentes dans la semelle. "Nous avons volontairement choisi le basket-ball comme le premier sport pour la Nike Adapt à cause de ce que les athlètes font subir à leurs chaussures", a expliqué dans un communiqué Eric Avar, chargé de l'innovation pour la marque de l'Oregon. "Durant un match de basket, le pied de l'athlète évolue, et la capacité à desserrer les chaussures pour augmenter votre pression sanguine puis à les resserrer pour améliorer les performances est un élément-clé", a-t-il expliqué.

NOUVELLE année, nouveau gouvernement, mais toujours les mêmes plaintes des Librevillois face à la dégradation incessante de leurs conditions d'existence, en dépit des promesses des gouvernants. Aussi, convient-il de poser cette question au moment où votre chronique reprend du service : doit-on encore donner du crédit à la parole politique, surtout lorsque celle-ci n'est pas suivie d'effets ?

En effet, nombre de citoyens ont dû s'interroger après l'article paru dans l'Union du 16 janvier 2019, portant sur la non-exécution des travaux de réhabilitation des voiries urbaines du premier arrondissement de Libreville, tel qu'indiqué par l'ancien ministre des Infrastructures, dans une interview-fleuve le mois dernier dans nos colonnes.

Le membre du gouvernement avait alors affirmé, avec force et conviction, que les engins de l'entreprise adjudicataire du chantier étaient déjà à l'œuvre sur le terrain. Mais vérification faite, aucun véhicule n'était visible dans aucun coin de l'arrondissement, et l'entreprise citée, contactée par le journaliste de l'Union, a botté en touche..

Cette contre-vérité contribue, à notre avis, à décrédibiliser un peu plus la parole publique auprès de la population. Et dans le cas précis, celle de cette circonscription, qui nourrissait déjà sans nul doute le secret espoir de voir réduites, un tant soit peu, ses misères liées au problème du transport.

La plus emblématique de ces routes dégradées et qui ont besoin d'une réhabilitation urgente est incontestablement celle du quartier Diba-Diba, où l'Etat dispose d'un lycée public à cycle complet.

Y accéder est un véritable chemin de croix pour élèves et enseignants. En période de pluie, les seuls « claudos » qui desservent le coin s'arrêtent à mi-chemin. Le reste du trajet doit se faire à ...pied, dans la boue,

sur près d'un kilomètre.

En vue de pallier ce désagrément, les parents d'élèves ont été conviés à une réflexion, afin de voir dans quelle mesure mutualiser leurs efforts avec l'établissement, dans le sens de l'amélioration de la voie d'accès à l'ex-Lyser (lycée spécifique à effectif réduit). Du moins dans sa partie la plus dégradée. L'Etat à qui incombe cette responsabilité ayant jeté l'éponge depuis longtemps, après l'abandon avant terme des travaux d'aménagement.

Mais ce n'est pas la première fois que cet arrondissement est victime de vrais-faux projets d'infrastructures routières de la part du gouvernement. A la veille de la Coupe d'Afrique des nations 2012, le Premier ministre de l'époque avait promis, la main sur le cœur, l'aménagement d'une voie de contournement entre Alibadeng et Okala, pour désengorger la route principale, sujette à des embouteillages kilométriques.

Sept ans plus tard, non seulement cette déviation n'a pas vu le jour mais en plus, son tracé est aujourd'hui squattérisé. Réduisant à néant les espoirs de ceux qui souffrent le martyre dans les embouteillages aux heures de pointe, pour sortir ou entrer dans la commune d'Akanda.

Une problématique à laquelle l'ancien ministre de la Réforme de l'Etat du Gouvernement Issoze Ngondet I avait promis pourtant de trouver des solutions. Une simulation avait même été faite en février 2017 dans le cadre d'une opération coup de poing visant à enrayer les bouchons dans les trois communes de la capitale. Mais l'embellie espérée n'avait duré que les trois jours de simulation, avant le retour de la galère.

Pourtant, user de franchise en s'adressant aux citoyens, si l'on n'a pas les moyens de sa politique, serait bien plus responsable que de faire de ses concitoyens et contribuables les dindons de la farce.

Maux et Débat

Les routes de la politique

Par NIÈ-MUKÈNI